

Ausg. 3.3.75

12158VertraulichKOMMISSION DES NATIONALRATES

3003 Bern, 25. Februar 1975

9833 Internationale Währungsmaßnahmen

PROTOKOLL der Sitzungvom 25. Februar 1975, 1015 - 1300 Uhr in Bern,
Parlamentsgebäude, Zimmer VITEILNEHMERPräsident : R. Eibel, ZürichAnwesende Mitglieder:Bussey, Eisenring, Hayoz, Jaeger-St. Gallen
Leutenegger, Röthlin, Haller (für Schmid-St. Gallen)
Schmitt-Genf, Schwarz, WaldnerWeitere Teilnehmer:Bundesrat Chevallaz, Vorsteher EFZD
Dr. Leutwiler, Präsident des Direktoriums
der Schweiz. Nationalbank
Dr. Müller, stellvertretender Direktor der
Eidg. FinanzverwaltungProtokoll:

Dubois (f), Ith (d)

Bestimmung der Referenten

Franz. Referent: Bussey

Deutscher Referent: Eibel

M. Chevallaz, Conseiller fédéral: Le projet qui vous est soumis se situe avec beaucoup d'actualité dans le cadre de notre présente situation monétaire et vous permettrez, avant que le président de la Direction générale de la Banque nationale le fasse avec plus de compétence et de précision, de définir les problèmes monétaires que nous vivons aujourd'hui. D'abord, nos difficultés actuelles et la très haute altitude du franc suisse, comme nos difficultés d'exportation viennent sans doute d'un phénomène monétaire issu d'une sorte de tassement économique dans les pays industriels. Je pense qu'à l'origine de la détérioration du système de Bretton Woods, de l'indiscipline monétaire où nous vivons, il y a ce phénomène de saturation économique. Les manipulations monétaires, la rupture du système n'ont été à mon avis que des conséquences. C'est une crise, le retour à une certaine normalisation de l'économie occidentale. Normalisation, mais le normal est-il encore supportable quand, pendant vingt ans, l'expansion n'a été qu'une fuite en avant, une succession de chèques tirés sur la croissance. Il suffit qu'à un moment donné, la croissance s'arrête, se modère, et l'on découvre que ces chèques sont sans provision. Et ce que nous vivons modestement dans le domaine des finances fédérales, c'est au fond ce que ressentent les grandes économies occidentales. Première constatation donc, nos difficultés économiques ne sont et surtout ne seront pas d'origine exclusivement monétaire, il y a ^{la} diminution de la demande, il y a la récession typique sur le plan des nations industrielles, nos partenaires, cela nous plaçant devant les limites de nos ressources. Il n'empêche que le poids du franc pèse trop lourd sur nos exportations. Première raison, il y a deux éléments, d'abord la baisse du dollar et ensuite la hausse du franc suisse; pourquoi l'un et l'autre? Des gens plus compétents que moi pourront analyser les raisons de la baisse du dollar. Il y a sans doute des facteurs d'ordre politique, par exemple certaines pressions exercées sur les prix des produits pétroliers. Il est clair que si le pétrole arrivait à baisser, il en résulterait une amélioration de ^{la} balance de paiements des pays occidentaux et par là même une stimulation des échanges. Ce qui pèse sur le dollar, c'est sans doute aussi la

situation économique intérieure des Etats-Unis et une inflation intérieure, On vit la crise, et il faut reconnaître que la politique américaine est caractérisée actuellement par un manque évident de cohérence. Il y a des écoles orthodoxes et traditionnalistes dans le sillage de M. Barns, le président de la Banque centrale, qui eux ne tiennent pas à une dégringolade du dollar, mais il y a des pressions d'ordre économique, une politique d'inflation aussi bien développées - mais d'une manière contradictoire - par le gouvernement du président Ford ou ce qui en tient lieu, d'une part, et d'autre part par une opposition qui est majoritaire au Congrès. Les difficultés politiques internes des Américains compliquent encore la situation et sont, à mon avis, un facteur d'inflation et de détérioration supplémentaires de l'économie américaine qui se traduit naturellement par une baisse du dollar. Pourquoi alors le malheur, si l'on peut dire, tombe-t-il plus particulièrement sur le franc suisse? Remarquez tout d'abord que nous sommes beaucoup plus sensibles parce que nous sommes petits. Si tout à coup, trois milliards de dollars déferlent sur l'Allemagne, ou s'ils se déchaînent sur nous, cela n'a tout de même pas le même retentissement. Il faut éliminer je crois, dans ces réflexions, l'idée d'une sorte de conjuration internationale contre l'économie suisse. Je pense qu'il faut considérer que si l'on se presse aux guichets de nos banques helvétiques, c'est l'attrait du "cousu main", la solide qualité helvétique, des banques, la sécurité, la très grande discrétion et la confiance dans nos institutions bancaires. Nous sommes plus indépendants aussi que les pays du Marché Commun dans le domaine économique et financier, nous avons plus d'assise que l'Autriche et nous n'avons pas tout à fait la même politique interne que la Suède, également neutre. Un élément positif aussi, c'est que nous avons non pas maîtrisé l'inflation, mais que nous nous en tirons relativement mieux que beaucoup d'autres pays. Ensuite, il y a eu passablement de capitaux suisses rapatriés, qui étaient inquiets de l'évolution économique ou qui ont été dissuadés par la baisse des taux extérieurs et qui rentrent prudemment d'une explosion

- 3 -

euphorique/dans les euromarchés/dont les taux ont quelque peu fléchi. Notons encore le grand développement de l'épargne et l'amplification du marché des capitaux suisses ces dernières semaines. Vous avez vu que le dernier emprunt fédéral a été très largement couvert, à plus du double; des conversions de rescriptions, qui avaient été passées au taux de 7 3/8 % - si je me souviens bien au mois de novembre - ont pu se faire à 5 1/4 %. Que les investissements pétroliers jouent un rôle dans cette ascension du franc suisse, cela paraît douteux, d'abord parce que les producteurs de pétrole n'ont aucun intérêt à la baisse du dollar - bien au contraire - et leurs capitaux restent plutôt en attente, à court terme, ou s'échangent contre des marchandises, de l'équipement ou des propriétés concrètes. Les dernières informations que nous avons reçues d'Arabie saoudite nous semblent démontrer qu'il n'y a guère d'engagements en francs suisses en tant que placements. Il ne faut pas minimiser, dans cette évolution du franc suisse, les opérations sur devises de nos propres banques, qui dépasseraient de dix à vingt fois les nécessités de nos échanges commerciaux. L'affaire SINDONA, l'achat massif de dollars et, en contre-coup, leur liquidation, est en soi sans aucun doute un cas extrême, mais - vu dans l'ensemble - c'est peut-être la partie visible de l'iceberg. Où sont, face à cette situation, les remèdes? Monsieur le Président de la Direction générale de la Banque nationale vous parlera du démarcage du dollar et de la suite du dollar à la piste avec un arrosoir de jardin et vous dira dans quelle mesure cette poursuite est encore possible, si ce petit arrosoir peut arrêter l'incendie du bazar américain. C'est un problème. Peut-on envisager des accords plus restreints, par exemple l'accord de Londres, M. Leutwiler - qui en était l'un des participants - vous dira ses effets; faut-il envisager de ne se lier que proche du deutschemark, faut-il nous intégrer dans ce serpent qui est devenu très petit, ce sont autant de problèmes ouverts et sur lesquels M. Leutwiler pourra nous renseigner tout à l'heure. De toute manière, il y a une nécessité, c'est de chercher par tous les moyens à renforcer la collaboration internationale et à éviter que chacun

pour soi ne recoure à des barrières de défense protectionniste qui seraient catastrophiques pour notre pays dont la prospérité repose essentiellement sur la liberté des échanges aussi bien dans l'ordre des marchandises que dans celui des capitaux. D'autres remèdes alors! D'abord les mesures qui ont été prises: en novembre 1974, l'interdiction de payer intérêt sur les nouveaux capitaux étrangers et l'intérêt négatif alors de 12 %; dès le 22 janvier de cette année, interdiction de l'intérêt pour tous les capitaux étrangers, taux négatif de 40 %, remise en vigueur de la réglementation concernant la conformité des actifs en valeurs étrangères des banques à leurs engagements à ces mêmes valeurs; autorisation à la Banque nationale de stériliser les sommes résultant d'opérations sur devises; à fin janvier/février 1975, renforcement des conditions concernant les contrats en devises à terme; et le dollar, malgré tout, à continué de descendre. Si les mesures n'ont pas eu d'effets immédiats, elles doivent avoir atténué quand même la vitesse de chute. On a entendu dans certains milieux de l'économie, de l'industrie d'exportation en particulier (notamment l'horlogerie), le refrain qu'ils ne revendiquent plus la création de ce double marché; ils semblent être convaincus que les inconvénients sont plus nombreux que les avantages. Mais enfin il vaut la peine quand même de songer à des mesures portant sur des devises étrangères résultant d'un certain nombre d'opérations (exportations, tourisme, assurances, revenus de licences, transferts de bénéfices et d'intérêts des placements suisses à l'étranger) qui seraient reprises par la Banque nationale à un prix fixé officiellement, ce qui - dans les circonstances actuelles - serait supérieur au taux de change du marché libre. Il faut imaginer par exemple que le dollar serait repris à trois francs. Pour compenser la différence, les importateurs seraient contraints d'acheter au même taux les devises nécessaires pour leurs paiements. En revanche, les transferts de capitaux s'effectueraient à un taux libre et variable, où selon toute vraisemblance le franc suisse poursuivrait sa montée et les monnaies étrangères leur dévaluation. Or la différence entre le taux du marché officiel et celui du marché libre inciterait - pour les

opérations où cela est avantageux - à détourner le marché officiel. Selon les spécialistes, le double marché n'est praticable - comme il le fut en France et comme il l'est en Belgique - qu'à des différences de taux de 3 à 5 %; au-delà de cette marge, et même dans le cadre de cette marge, les mesures de contrôle doivent être amplifiées, renforcées, il y a des risques de double facturation, de marché noir des devises, il faut créer des procédures d'autorisation, de certificats, assorties de sanctions. Il faudrait pouvoir compter sur le concours d'un certain nombre de banques, probablement recréer un office de compensation dont les activités seraient, vu le développement considérable des échanges, substantiellement plus importantes qu'il y a trente ans. Il y a les inconvénients économiques: un double marché susciterait évidemment une hausse des prix à l'importation, avec des répercussions sur le coût de la vie, et par là sur les industries d'exportation elles-mêmes. Le haut niveau du franc suisse - il faut l'admettre - a aussi quelques avantages (le prix du pétrole a pour nous doublé, alors qu'il a pour d'autres quadruplé). Dans l'instauration d'un double marché, il y a enfin les risques de représailles et de rétorsion. Le flottement déjà était un signe d'indiscipline collective, un regrettable retour à une indépendance monétaire. Le double marché va plus loin, on peut le qualifier de manipulation modifiant artificiellement les conditions de concurrence. C'est une sorte de protectionnisme monétaire. Dans cette mesure, ce protectionnisme est-il compatible avec les engagements internationaux (GATT, ABELE, CEE)? Dans quelle mesure pourrait-il déclencher des tendances protectionnistes telles qu'on les a vues dans les années 29/30, allant à l'encontre des efforts pour retrouver à la fois une stabilisation des changes, une certaine régulation des marchés et une nouvelle intensification des échanges internationaux? Enfin, nous ne pouvons pas minimiser les conséquences du double marché sur nos opérations bancaires, sur notre condition de carrefour financier international. Il ne faut pas oublier, même si cette situation a pu conduire à quelques abus, qu'en 1973 les excédents résultant des opérations bancaires avec l'étranger ont couvert, par 3 milliards 200 millions de

bénéfices, environ la moitié du déficit de la balance commerciale. Y a-t-il d'autres solutions? Je me borne à en citer deux ou trois, qui pourraient servir de correctifs pour les industries d'exportation, qui sont dans une situation difficile: Il y aurait le système de compensation en matière de devises - remboursement compensatoire - les industries d'exportation et le tourisme recevant un supplément qui leur permettrait de tourner à des conditions favorables; par contre, les importateurs verraient prélever chez eux quelques sommes compensatoires elles aussi. Il nous paraît que ce dispositif ne nous donnerait pas satisfaction; se rapprochant pratiquement du double marché, il demanderait lui aussi un appareil de contrôle et entraînerait des fraudes inévitables, et l'on peut également se demander s'il serait compatible avec les accords du GATT. Il y a dans les mesures que la Banque nationale a prises et pourrait prendre encore le renforcement du contrôle du marché des devises, de façon à restreindre rigoureusement certaines transactions spéculatives - qui dépassent très largement les besoins commerciaux - et par là freiner les afflux de capitaux d'une manière efficace. Il y a dans cet ordre d'idées - mais je dois dire que nous n'admettrions son application qu'avec de multiples réserves - l'interdiction des placements étrangers en valeurs suisses. Il peut arriver que cette mesure devienne inévitable, mais elle est contraire là encore aux intérêts de notre vocation bancaire, et elle pourrait provoquer - par une raréfaction des capitaux - une hausse du taux de l'intérêt. Il y a encore, dans l'ordre des mesures possibles, l'intensification de l'exportation des capitaux liée à l'obligation de conversion immédiate en dollars, et si possible en liaison avec les besoins de nos industries d'exportation. Les difficultés présentes de l'horlogerie proviennent en partie du fait que leurs débiteurs retiennent leurs paiements dans l'espoir très hypothétique d'une baisse du franc suisse ou une hausse du dollar et qui, par là même, se trouvent en difficultés de liquidités; il y a des mesures prises par la Banque nationale assouplissant l'arrêté sur le crédit d'une manière sectorielle. Puis il y a le problème de l'engagement des réserves de crise, le problème des garanties à

- 7 -

l'exportation (sécurité quant à la stabilité des taux). Mais l'essentiel - et sur cette introduction générale je pourrais ainsi conclure et enchaîner avec le message que vous avez sous les yeux - c'est bel et bien la participation active de notre pays aux tractations internationales. L'opération qui se prépare actuellement, c'est le problème du recyclage des pétrodollars, ça pourrait être le contrôle de l'euromarché, ce devrait être la couverture des déficits des balances des comptes de nos partenaires en difficultés, ce serait si possible le rétablissement sinon de parités fixes, au moins une limitation des fluctuations monétaires et par là même une relance du commerce international. Car tant que le mal n'est pas atteint à sa source, nous serons condamnés à combattre des symptômes, à nous acharner sur des ombres, en faisant quelques fois plus de dégâts à notre propre maison qu'aux ombres fugaces et baladeuses de la monnaie. Et alors, les propositions que vous avez sous les yeux sont dans le cadre d'une politique de coopération internationale en matière monétaire. C'est un des moyens de contribuer aux efforts généraux en vue de pallier les déséquilibres en matière de paiements internationaux, déséquilibre dont dépend étroitement notre commerce extérieur. La Suisse est en rapport économique et financier avec le monde, c'est même paradoxalement l'un des pays les plus engagés dans les opérations financières mondiales. Et le but de l'arrêté, c'est de prévenir ou de corriger ces perturbations qui pourraient affecter les relations monétaires internationales, de mettre à disposition des pays en difficultés des fonds destinés à combler temporairement les déficits des balances de paiements. Quelles expériences tire-t-on de l'arrêté de 1963? Sur le plan international, il s'agissait en 1963 de permettre au Fonds monétaire d'avoir des ressources supplémentaires suffisantes au cas où un ou plusieurs pays membres auraient besoin de fonds, ceci dans le cadre d'un accord conclu en 1962 par les dix principaux pays industrialisés du Fonds monétaire, accord prorogé jusqu'en 1975 et récemment reconduit jusqu'en 1980. La Suisse a participé, dans ce cadre, au soutien de monnaies étrangères sous la forme de crédits accordés directement et bilatéralement par l'Europe centrale. La

Banque nationale s'est chargée de ces aides avec le concours de la Confédération qui s'est bornée à des garanties de reprise et des garanties de remboursement des crédits. Il faut signaler ici que tous les crédits accordés ont porté intérêt; ils ont été remboursés sans perte ni charge pour la Banque nationale et pour la Confédération. Actuellement, il ne subsiste plus, de ces engagements, qu'un crédit de 250 millions de dollars à l'Italie, qui est d'ailleurs un crédit de garantie qui n'a pas été utilisé et qui est renouvelé mensuellement. Hormis l'Italie, le Royaume-Uni a bénéficié de cette aide monétaire. Les expériences ont été positives, mais nous pensons que la situation de 1975 est encore plus impérative qu'elle ne l'était en 1962/63 pour que nous renouvelions cette dépense. Dans une période de tassement économique, voire de récession, les pays sont tentés de prendre des mesures protectionnistes; ces mesures, sur le plan international, sont fréquemment incompatibles et provoquent des effets cumulatifs et multiplicateurs, sources de nouvelles difficultés. La mise à disposition de crédits doit contribuer à éviter ou à atténuer ce processus. S'agissant du recyclage, il y a, sur le plan international, trois formules; deux formules qui doivent nous retenir, plus particulièrement: tout d'abord les "oil facilities" (les mécanismes pétroliers) au sein du Fonds monétaire international, qui prévoient de disposer en 1975 de 6 milliards de dollars fournis par les pays producteurs de pétrole, et pour le reste, par les pays industriels qui ont une balance des paiements favorable. Ensuite, la création d'un fonds de solidarité également dans le cadre de l'OCDE, qui devrait disposer dès 1976/77 de 25 milliards de dollars. Bien que la Suisse ne soit pas membre des organisations monétaires internationales, il ne fait pas de doute que nous ne pouvons pas nous désintéresser et nous désolidariser des efforts déployés pour recycler les pétromonnaies et contribuer à éviter les effets dommageables des déficits des balances de paiements. J'ai dit ainsi, je crois, les raisons qui militent en faveur d'une participation de la Suisse, qui sont plus fortes aujourd'hui qu'en 1963; de surcroît, l'arrêté s'inscrit logiquement dans l'ensemble des mesures économiques de la Suisse dans

notre politique monétaire. Compte tenu du nouvel objectif de recyclage des pétromonnaies qui s'ajoute à l'objectif des déficits non pétroliers, il s'avère que le montant de 865 millions de francs qui avait été retenu en 1963 doit être porté à 1,5 milliard, c'est-à-dire environ 600 millions de dollars. Le financement sera assuré au moyen d'une mise à disposition des fonds par la Banque nationale, assortie d'une garantie de remboursement de la Confédération. L'expérience nous a montré sans doute que, dans ces dix dernières années, il n'y avait eu aucune perte ni charge par la Banque nationale et la Confédération. Nous ne pouvons pas vous donner cette garantie pour l'avenir, le contexte économique étant certainement plus défavorable qu'en 1963. Il est donc possible que nous laissions dans cette affaire quelques plumes, mais il faut penser à l'objectif essentiel qui est de retrouver une certaine stabilité des échanges ainsi que des partenaires solvables pour nos exportations. Les modalités de remboursement des prêts: 7 ans, c'est la durée maximum retenue sur le plan international pour des prêts de recyclage; reconduction de l'arrêté: 5 ans, jusqu'en 1980 - la conjoncture actuelle demandant une durée plus courte, par prudence. L'arrêté est fondé constitutionnellement. Nous vous recommandons d'entrer en matière et d'écouter M. le président de la Direction générale de la Banque nationale; je tiens à dire ici, avant qu'il n'ait la parole, que la collaboration avec la Banque centrale est intense, positive, très ouverte, et absolument quotidienne.

Zum eigentlichen Thema der Sitzung bemerkt Herr Leutwiler, dass die Schweiz ein eminentes Interesse an der Schaffung attraktiver Anlage-Alternativen für die Petrodollars hat. Dies trifft ganz besonders auf die "Oel-Fazilität" des Währungsfonds zu, die allerdings, wenn man die Gesamtmasse der Petrogelder betrachtet, mit ihren 6 Milliarden Dollars einen bescheidenen Umfang annehmen wird. Der Geschäftsführende Direktor des Währungsfonds (Witteveen) hat Herrn Leutwiler kürzlich in Zürich erklärt, dass mindestens die Hälfte dieses Betrages von den Oelländern aufgebracht werde. Obschon die Schweiz nicht Mitglied des Währungsfonds ist, sollte sie sich im Sinne einer Geste an dieser Fazilität beteiligen.

Beim Solidaritätsfonds (25 Milliarden Dollar) der OECD, der auf eine Idee der Amerikaner zurückgeht, handelt es sich nicht um ein eigentliches Mittel für das Recycling der Erdölgelder, sondern lediglich um ein Sicherheitsnetz für den Fall schwerwiegender Zahlungsbilanzungleichgewichte in OECD-Staaten. Als Mitglied dieser Organisation hat die Schweiz keine andere Wahl als mitzumachen. Der Betrag der Schweiz ist mehr oder weniger fixiert und dürfte etwa 2 % der Gesamtsumme, d.h. rund 500 Millionen Dollars ausmachen.

Erst wenn alle übrigen Quellen für Kredithilfen erschöpft sind (Oelfazilität, Ziehungen auf den Währungsfonds, Gemeinschaftsfonds der EG-Staaten), wird dieser Solidaritätsfonds benutzt werden können, sodass die Hoffnung besteht, dass diese Mittel nicht allzu schnell abdisponiert werden. Sicher ist, dass die Beiträge der Schweiz nicht durch Budgetmittel aufgebracht werden müssen. Die Frage, ob die Beiträge der Schweiz mit Währungsreserven der Nationalbank bezahlt werden oder ob die hierfür benötigten Gelder auf dem Markt aufgenommen werden sollen, bedarf noch weiterer Prüfung.

In seinen Betrachtungen über die weitere Entwicklung des Wechselkurses stellt Herr Leutwiler einleitend fest, dass man in bezug auf die in Kraft stehenden Massnahmen zum Schutze unserer Währung sagen kann, dass sie den hohen Schweizerfranken-Kurs nicht zu senken

vermochten. Daraus nun aber den Schluss zu ziehen, die Massnahmen hätten überhaupt nicht gewirkt, sei unstatthaft. Vielmehr bestehe kein Zweifel darüber, dass der Kurs unserer Valuta ohne die von Bund und Nationalbank ergriffenen Massnahmen heute noch höher notieren müsste.

Die (zumindest theoretisch) denkbaren Mittel zur Abwehr von Geldern aus dem Ausland sind noch nicht erschöpft. Aus naheliegenden Gründen bestehen beim Bundesrat und der Nationalbank jedoch grösste Bedenken, die Eskalation restriktiver Massnahmen rasch voranzutreiben, da keine Gewähr dafür besteht, ob diese Massnahmen auch greifen, d.h., ob sie zu einer Tieferbewertung des Schweizerfrankens führen. Auf die weltweite Dollarschwäche können die schweizerischen Behörden keinen direkten Einfluss ausüben, liegen doch die Wurzeln dieses Uebels in der grossen Geldschöpfung der Amerikaner und im rapiden Absinken der Zinssätze in New York und am Eurodollarmarkt. Es sind jedoch Anzeichen zu erkennen, dass die amerikanischen Währungsbehörden von ihrer lange Zeit an den Tage gelegten Haltung des "benign neglect" (wohlwollende Vernachlässigung der Dollarkursentwicklung) abrücken und sich über die Dollarschwäche zunehmend besorgt zeigen. Dabei sind nicht nur Prestige-Ueberlegungen im Spiel, sondern auch die Erwägung, dass weitere Oelpreissteigerungen bei einem sich stetig entwertenden Dollar nicht von der Hand zu weisen sind.

Die Hoffnung auf eine Wende zum Besseren kann sich auch darauf abstützen, dass dem Rückgang der kurzfristigen amerikanischen Zinssätze ein Wiederanstieg folgen muss, und zwar wegen des enormen Budgetdefizits der Vereinigten Staaten, welches die Nachfrage nach kurzfristigen Geldern steigern wird. Ferner glauben kompetente Konjunkturbeobachter auf Ende 1975/anfangs 1976 auch an einen Wieder- aufschwung der amerikanischen Wirtschaftsentwicklung, was die Dollarnotierung weltweit wieder festigen würde.

In der Zwischenzeit haben die starken Währungen allerdings eine Durststrecke zu durchlaufen (4,6 bis 12 Monate). Vermag unsere Exportindustrie diesen Zeitraum zu überbrücken, ohne dabei nachhaltigen Schaden zu nehmen? Diese Frage wird von Exponenten der Exportwirtschaft eindeutig verneint. Nach Auffassung verschiedener Zweige der Exportindustrie sollte ein höherer Dollarkurs (Fr. 3.--) und ein höherer DM-Kurs (Fr. 118.--) angestrebt werden. Bei der gleichzeitig von diesen Kreisen vorgeschlagenen Zweiteilung des Devisenmarktes handelt es sich nach Auffassung von Herrn Leutwiler um eine euphemistische Umschreibung des Tatbestandes einer umfassenden Devisenbewirtschaftung, bei der die Konvertibilität unserer Währung weitgehend eingeschränkt würde und nur noch diejenigen Geschäfte zum kommerziellen Kurs abgewickelt werden könnten, die ausdrücklich erlaubt wären. Für die nicht erlaubten Devisengeschäfte entstünde ein Schwarzmarkt. Die eingehende Beschäftigung mit den Fragen einer Devisenmarktsplattung hat die schweizerischen Währungsbehörden zu entschiedenen Gegnern der Marktsplattung gemacht, und zwar weil die Konsequenzen einer solchen Radikalkur in positivem Sinne überhaupt nicht überblickbar sind, die negativen Aspekte jedoch klar zu Tage treten. Herr Leutwiler verweist auf die jahrzehntelangen Erfahrungen Belgiens bezüglich der Zweiteilung des Marktes: In einem kürzlich erschienenen Zeitungsbericht wurde festgestellt, dass eine Zweiteilung nur bei kleinem Abstand zwischen kommerziellem und finanziellem Kurs funktionieren kann, und auch das nur unter der Voraussetzung eines grossen administrativen Apparates. In diesem Bericht wird die bekannte Tatsache bestätigt, dass dieser Abstand nur drei oder allerhöchstens fünf Prozent ausmachen darf. Für eine Höherbewertung des DM-Kurses um rund drei Franken müsste eine Devisenbewirtschaftung eingeführt werden, mit all ihren unabsehbaren administrativen Konsequenzen. Bei einem zu grossen Abstand zwischen kommerziellem und freiem Kurs wäre die Gefahr bzw. der Anreiz zu Umgehungsgeschäften äusserst gross (z.B. fiktive Fakturierung) und es wäre mit einer Korrumpierung der Geschäftsmoral grössten Stiles zu rechnen.

Die Hoffnungen der Exportindustrie auf einen Dollarkurs von drei Franken bzw. einen DM-Kurs von 118 Franken sind selbst unter der Annahme rigorosester Bewirtschaftungsmassnahmen absolut unrealistisch. Die schweizerische Exportwirtschaft hat sich darauf einzurichten, während einiger Zeit mit wesentlich ungünstigeren Kursverhältnissen zu leben, da alle Anhaltspunkte darauf hinweisen, dass der Franken tendenziell eine starke Währung bleibt. Die schweizerische Exportwirtschaft steht mit ihren Schwierigkeiten international gesehen nicht allein; rezessive Tendenzen machen sich in den meisten Ländern bemerkbar. Der seit langem fällige Strukturwandel, der teils durch unrealistisch hohe Wechselkurse und teils durch eine ausserordentlich hohe Nachfrage nach schweizerischen Erzeugnissen aller Art während Jahren verzögert worden war, wickelt sich nun in beschleunigtem Rhythmus ab. Während Jahrzehnten befand sich die schweizerische Aussenwirtschaft in einer vorteilhaften Lage und scheint daher auf den wechselkursbedingten Schock ungleich empfindlicher zu reagieren, als das in anderen Ländern mit ähnlichen Problemen (z.B. BRD) der Fall ist. Die Leistungskraft und die Anpassungsfähigkeit unserer Exportwirtschaft sollte jedoch nicht unterschätzt werden, zumal wir ja gegenüber vielen anderen Ländern einige Vorzüge aufweisen, die in der Diskussion über den Wechselkurs nur allzu oft unter den Tisch fallen, nämlich eine im internationalen Vergleich relativ mässige Inflationsrate (zweitniedrigste nach der Bundesrepublik), die politische Stabilität und eine sehr aufgeschlossene Arbeitnehmerschaft.

Heute sind noch nicht alle Möglichkeiten erschöpft, um die Lage der Aussenwirtschaft zu verbessern, sodass nicht gleich zum Mittel der Devisenwirtschaft gegriffen werden muss. Die Notwendigkeit, neue Märkte zu erschliessen, ist unter dem Druck der neuen Wechselkursverhältnisse dringlicher geworden; in dieser Beziehung sind wir gegenüber einigen anderen Ländern (etwa der BRD) zurückgeblieben, d.h. unsere Exportindustrie war diesbezüglich etwas weniger aggressiv (Osteuropa, Mittlerer Osten).

Bei der Exportrisikogarantie erscheint Herrn Leutwiler eine Verbesserung als angezeigt. Die Kosten hierfür sind kleiner als diejenigen einer Devisenbewirtschaftung.

In bezug auf die Exportfinanzierung fühlt sich unsere Exportindustrie gegenüber ausländischen Konkurrenten benachteiligt. Die Nationalbank hat bereits Kontakte mit den Banken aufgenommen und wird sie auch in Zukunft weiterführen, damit von dieser Seite her keine zusätzlichen Schwierigkeiten im internationalen Konkurrenzkampf entstehen. Exportkredite werden nötigenfalls aus der Kreditbeschränkung ausgeklammert.

Exportwirtschaft und Banken werden sich auch vermehrt Gedanken darüber machen müssen, wie der beträchtliche Kapitalexport (einige Milliarden pro Jahr) in den Dienst der Exportförderung gestellt werden kann.

Die Nationalbank (im Einvernehmen mit dem Bundesrat) versucht ihrerseits, eine Kurspflege am Devisenmarkt zu betreiben. Damit wird bezweckt, die Kursschwankungen etwas zu mildern. Es geht somit nicht darum, den Dollarkurs zu stabilisieren, denn hierzu wären Milliardenbeträge nötig. Seit Januar 1975 hat die Nationalbank immerhin für über 1,5 Milliarden Franken Dollars am Markt gekauft. Da die damit verbundene Geldschöpfung die geldmengenpolitischen Zielsetzungen der Nationalbank zu durchkreuzen droht, wurde ein Teil des neugeschaffenen Geldes durch eine Erhöhung der Sätze auf Mindestguthaben auf ausländischen Geldern wieder abgeschöpft. Bei weiteren Interventionen müssen zusätzliche Mittel und Wege gefunden werden, um die geschaffenen Gelder wieder abzuschöpfen, wenn vermieden werden soll, dass durch die Kurspflege eine neue Inflationswelle ausgelöst wird.

Die Nationalbank ist der Meinung, dass die Grösse des internationalen Finanzplatzes Schweiz an einem Punkt angelangt ist, wo die Nachteile grösser geworden sind als die Vorteile. Die Nachteile liegen vor allem im Devisengeschäft. Nur ein kleiner Teil der Geschäfte auf dem Devisenmarkt entfällt auf kommerzielle Transaktionen. Die Drehscheibenfunktion der Schweiz im internationalen Kapital- und Devisenverkehr ist mindestens mit ein Grund dafür, dass die Kursaus schläge des Schweizerfrankens heftiger sind als im Ausland. Es sind aber gerade diese hektischen Kurs-Fluktuationen, welche die Exporteure stärker treffen als das absolute Niveau des Kurses.

Was kann von seiten der Nationalbank dagegen vorgekehrt werden? Die Nationalbank ist daran, die Devisengeschäfte, d.h. vor allem die Termingeschäfte wesentlich einzuschränken; entsprechende Massnahmen wurden bereits getroffen und es ist mit weiteren Massnahmen in dieser Richtung zu rechnen.

Eine Frage, die zur Zeit ebenfalls geprüft wird, ist, inwieweit die Schweiz ihre Währung gegenüber wenigstens den wichtigsten europäischen Valuten (Währungen der Minischlange) stabilisieren soll. Dieser Schritt ist in Betracht zu ziehen, wenn unsere Exportindustrie davon Profit ziehen kann. Eine solche partielle Stabilhaltung kommt allerdings nur auf einem tiefen Niveau in Frage (für die nächsten Monate zwischen 106 und 110 Fr. für die DM), denn die Nationalbank kann sich nicht gegen die Marktkräfte auflehnen. Es ist jedoch denkbar, dass eine Stabilhaltung unserer Währung gegenüber den Währungen der sog. Minischlange mit relativ kleinem Aufwand herbeigeführt werden kann; eine Stabilität gegenüber dem Dollar steht jedoch ausser Diskussion. Die Frage wird weiter studiert und muss mit den betroffenen europäischen Notenbanken, d.h. vor allem der Deutschen Bundesbank, besprochen werden.

Herr Eibel eröffnet die Eintretensdebatte.

Herr Waldner verweist auf die Probleme, die sich im Zusammenhang mit der zu beobachtenden Abschwächung der wirtschaftlichen Aktivität ergeben und stellt in diesem Zusammenhang die folgenden Fragen.

- Besteht die Absicht, den Schweizerfranken in nächster Zukunft abzuwerten?
- Mit welcher Zinsentwicklung ist in Zukunft zu rechnen?

Herr Jäger äussert sich befriedigt darüber, dass sich die Behörden der Konsequenzen voll bewusst sind, die eine u.a. von der Uhrenindustrie vorgeschlagene Zweiteilung des Devisenmarktes mit sich bringen müsste. Der Votant fragt sich, ob eine de facto Teilnahme an der Minischlange über eine längere Zeit hinweg zu der erwünschten bzw. notwendigen Stabilisierung des Schweizerfrankens führen kann. Eine weitere, eher technische Frage geht dahin, ob der durch die Interventionspolitik der Nationalbank eingeengte Spielraum in der Geldmengenpolitik nicht durch zusätzliche kompensatorische Massnahmen (Einforderung zusätzlicher Mindestguthaben auf ausländischen Verbindlichkeiten) verbessert werden könnte. Herr Jäger verweist in diesem Zusammenhang auch auf die bis heute vom Noteninstitut noch nicht in Anspruch genommene Kompetenz zur Stilllegung von Schweizerfranken-Erlösen aus Interventionen am Devisenmarkt (gemäss Verordnung vom 22.1.1975).

Herr Röthlin kann den Optimismus von Herrn Leutwiler nicht teilen und gibt zu bedenken, dass wir bereits mitten in einer Krise stecken, einer Krise, die sich noch verschärfen müsste, falls die anlagesuchenden Petrodollars in starkem Ausmass in die Schweiz strömen sollten und damit den Schweizerfranken noch mehr verteuern würden. Der Votant kann sich auch nicht ganz vorstellen, was die Schweiz mit Währungshilfen im Umfang von 1,5 Milliarden Franken erreichen will, nachdem festgestellt worden sei, dass unser Land keinen Einfluss auf die weltweite Dollarschwäche nehmen kann.

Bezugnehmend auf den Satz in der Botschaft (S. 3), in dem erklärt wird, dass die bisherigen Ausleihungen fristgerecht zurückbezahlt worden seien, sodass dem Bund daraus keine Belastungen erwachsen, stellt Herr Röthlin die Frage, wer für die allfälligen Zinszahlungen an die Nationalbank aufgekommen ist.

Herr Haller möchte die folgenden Fragen beantwortet wissen.

- Wieso sind die derzeitigen konjunkturellen Schwierigkeiten nur in der Textil-, Chemie- und Uhrenindustrie zu beobachten, aber nicht in der Maschinenindustrie?
- Wie stellt man sich die Hilfe an die Exportindustrie in Form von Exportgarantien oder -zuschüssen vor?
- Welche Möglichkeiten bestehen, um die Regelung des Negativzinses auf ausländischen Guthaben in der Schweiz zu umgehen?
- Welches sind die praktischen Möglichkeiten, um den Kapitalexport in den Dienst der Exportwirtschaft zu stellen?

Herr Leutenegger zeigt sich befriedigt darüber, dass die Nationalbank mit ihren Massnahmen "am Ball" ist, neigt aber aufgrund direkter Kontakte mit Wirtschaftskreisen dazu, dass die Durststrecke partiell über einem Jahr liegen dürfte. Er zeigt sich auch besorgt darüber, dass der in der Botschaft (letzter Abschnitt v.S. 3) erwähnte Bereitschaftskredit an Italien verschiedentlich verlängert worden ist. Die Fragen, die der Votant in diesem Zusammenhang stellt sind:

- Wieviel von diesem Kreditbetrag ist bis heute zurückbezahlt?
- Ist der noch fällige Restbetrag in dem Höchstbetrag von 1,5 Milliarden Franken enthalten?
- Welche Erfahrungen hat die Nationalbank bezüglich der fristgerechten Einhaltung der Rückzahlungen von gewährten Krediten gemacht?

Die Fahrt in die wirtschaftliche Krisensituation unserer Wirtschaft wurde nach Meinung von Herrn Eisenring nicht allein durch die Oelkrise verursacht, sondern sie war lediglich der letzte Anstoss hierzu. Er findet, dass ein Umdenken in bezug auf die Auslandsanleihen Not tut und fordert die Nationalbank auf, alles zu unternehmen, um wieder Referenzklauseln in die Anleiheverträge mit der Weltbank einzubauen. Bei den Schwierigkeiten der Textilindustrie handle es sich um Strukturprobleme, deren Bereinigung nicht durch Bundesmittel verzögert werden sollten. Die Probleme der Uhrenindustrie seien nicht zuletzt darauf zurückzuführen, dass sich dieser Wirtschaftszweig während Jahrzehnten immer wieder gegen neue Vertriebsformen für ihre Produkte zur Wehr gesetzt habe. Die in der Botschaft vorgesehenen Kompetenzen erachtet Eisenring als absolut notwendig, damit Bundesrat und Nationalbank in den internationalen Verhandlungen mitwirken können.

Herr Schwarz fragt den Bundesrat an, ob er nicht auch der Meinung sei, ob die Entwicklungshilfe nicht vermehrt in den Dienst der Exportförderung gestellt werden sollte.

Herr Eibel ist sich der Probleme, die sich im Zusammenhang mit einer Spaltung des Devisenmarktes ergeben, vollauf bewusst, möchte aber doch darauf hinweisen, dass der politische Druck zum Ergreifen dieser Massnahme mit zunehmender Arbeitslosigkeit grösser werden wird. Er stellt auch die Frage, wie der Kontrollapparat aufgrund der heute in Kraft stehenden Massnahmen zum Schutze unserer Währung aussehe und ob er zur Bewältigung seiner Aufgaben genüge.

M. Chevallaz, Conseiller fédéral: Tout d'abord, je dois préciser que nous ne profiterons pas des incertitudes actuelles pour nous lancer dans des aventures. Je pense tout de même qu'il y a des raisons d'optimisme, c'est la situation de crise où sont nos voisins, et l'Allemagne en particulier, avec plus d'un million deux cent mille chômeurs, qui l'oblige à prendre une certaine initiative de relance économique. On ne peut pas retomber dans le protectionnisme des années 29/30, il faut retrouver le moyen, par une stabilité des changes, de relancer le commerce international. C'est difficile de dire quand cela portera ses fruits. Il y a la "Durststrecke" (la traversée du désert) d'au moins quelques mois, et il faudrait trouver quelques expédients (garanties à l'exportation, etc.). Un élément me paraît devoir être souligné vis-à-vis de ces industries qui, après avoir vanté toutes les qualités de l'initiative privée, viennent aujourd'hui supplier la Confédération de jeter les bouées de sauvetage et de les payer. C'est la nécessité, pour ces industries, de s'adapter davantage à la nouvelle situation. Il semble qu'on n'ait, dans certains cas, pas fait preuve d'assez d'imagination pour se restructurer ou reconquérir des marchés. Il y a des problèmes de politique des prix. Certaines industries disposent de réserves. On pourrait se demander si la politique des prix, ici ou là, ne devrait pas être redéfinie. Il y a un problème de propagande active sur les marchés. On voit des pays qui ne sont pas dans des situations bien préférables à la nôtre mener une politique intense de recherche de marchés. Il y a des marchés disponibles - et je pense en particulier à ceux des pays producteurs de pétrole - où nos prix peuvent accepter une certaine concurrence. Il y a là une nécessité de ne pas oublier l'Office d'expansion commerciale, et bientôt on va vous demander un subside pour l'aider; il joue un rôle nécessaire et je vous demande d'ores et déjà d'approuver en tout cas le maintien de ce subside. Il y a le problème de l'orientation des prêts à l'étranger, celui soulevé par M. Schwarz de l'aide au Tiers monde. Déjà maintenant, très largement, dans cette aide - à côté de l'admirable préoccupation morale qui nous travaille tous au tréfond de nos consciences - il y a aussi une certaine préoccupation d'économie et d'expansion économique, qui est normale.

Et donc, il y a là quelque chose à faire. Le spectre du double marché, je crois que momentanément il n'est plus dans le château; ce n'est peut-être pas mauvais qu'il y ait été et qu'il vienne de temps à autre encore s'y promener; c'est une arme possible, il faut que certains y songent ne serait-ce que pour redonner le sens de la discipline notamment dans les affaires du marché des devises à terme. Nous estimons qu'il est nécessaire de renforcer les contrôles dans ce secteur; il est inadmissible que des opérations spéculatives de nos propres banques - je ne les vise pas toutes - contribuent à l'aggravation de la situation. A M. Waldner, je répondrai que le problème de la dévaluation du franc suisse nous a déjà été posé quelques fois, mais nous nous demandons toujours par rapport à quoi; il n'y a plus de bases fixes, on pourrait fixer une valeur artificielle du franc suisse, mais au prix du contrôle des changes. La question du taux de l'intérêt: un certain afflux de capitaux de rapatriement, une certaine reprise du sens de l'épargne ont permis de baisser le taux de l'intérêt; nous avons assisté avec beaucoup de satisfaction à cet élément, à condition qu'il n'occasionne pas une relance de l'inflation. Quant à la question de M. Haller - la couverture des 20 milliards de dollars au déficit du Quart-Monde, quel rôle jouent les pays producteurs de pétrole - je crois qu'ils jouent quand même un certain rôle, ils ne sont pas totalement inactifs; évidemment que les fonds ne sont pas toujours utilisés pour une aide alimentaire, mais c'est toujours mieux que de venir empoisonner le franc suisse. Au sujet du détournement des intérêts négatifs, M. Leutwiler pourra répondre mieux que moi. Précisons enfin pour M. Leutenegger que le crédit à l'Italie (250 millions de dollars) n'est pas engagé, M. Leutwiler vous le confirmera. Ce crédit est là comme une espèce de garantie, de référence, et il ne serait pas engagé sans qu'on demande en contre-partie par exemple des facilités d'importations suisses en Italie ou d'autres garanties. A M. Röthlin, je dirai que les intérêts ont été versés sur les

- 21 -

crédits engagés dans l'opération de 1963, les capitaux ont été remboursés sans perte ni charge pour la Banque nationale ou pour la Confédération. En conclusion, ce qui est essentiel pour nous, c'est de pouvoir collaborer à éponger et à diriger ensuite ces pétrodollars balladeurs et inquiétants et rendre solvables nos partenaires, combler le déficit de leurs balances des paiements, rétablir une certaine régularité des échanges commerciaux et en même temps une certaine stabilité monétaire. C'est pourquoi la garantie de 1,5 milliard que nous demandons nous paraît un sacrifice minime que nous avons la possibilité de nous payer non pas dans l'état des finances de la Confédération, mais avec tout de même des réserves d'or et de devises de la Banque nationale qui nous permettent de courir ce risque, qui nous paraît mineur par rapport à l'objectif recherché qui est le maintien de notre activité économique.

Die von verschiedenen Kommissionsmitgliedern gestellten Fragen werden von Herrn Leutwiler in folgender Weise beantwortet:

- Eine Abwertung des Schweizerfrankens ist unter dem Regime von flottierenden Wechselkursen technisch nicht durchführbar. Denn eine Abwertung kann nur über eine Paritätenänderung vollzogen werden. Heute besitzt der Schweizerfranken wohl eine Goldparität: Sie existiert aber nur auf dem Papier und ist praktisch bedeutungslos. Es fehlt die Parität gegenüber dem Dollar, wie sie die Schweiz unter dem System fester Wechselkurse besass. Das einzige, das versucht werden kann, ist, eine Tieferbewertung des Frankens gegenüber anderen Währungen herbeizuführen, d.h. zu versuchen, den Markt dazu zu bringen, unsere Währung tiefer zu bewerten.
- Der Beistandskredit an Italien wurde bisher nicht benützt und wurde vor allem aus psychologischen Gründen Monat für Monat verlängert.
- Den Kapitalexport vermehrt in den Dienst der Exportförderung zu stellen ist in erster Linie eine Angelegenheit zwischen den Banken und der Exportwirtschaft, d.h. die Nationalbank kann diesbezügliche Bestrebungen fördern, niemals aber direkt eingreifen. Am Beispiel von Südafrika zeigt sich, dass solche Koppelungsgeschäfte nicht immer leicht durchzuführen sind, wenn z.B. politische Ueberlegungen dagegen sprechen. Gegenüber den Entwicklungsländern eröffnen sich gewisse Möglichkeiten, die vermehrt zusammen mit den Oelproduzenten diskutiert werden sollten; diesbezügliche Gespräche sind vorgesehen. Die Oelproduzenten könnten ein Interesse daran haben, Entwicklungsprojekte zu finanzieren, während die schweizerische Exportindustrie den "know how" liefern würde. Damit können zwei Fliegen auf einen Streich getroffen werden. Einmal würden die Oelgelder in die Entwicklungsländer abgeleitet, also in Staaten, die einen grossen Kapitalbedarf haben und zweitens käme die schweizerische Exportindustrie zu neuen Aufträgen.
- Die Negativverzinsung kann am einfachsten umgangen werden, wenn Banknoten gehortet werden. Nach Beobachtungen der Nationalbank wird dies aber nicht in grossem Stil gemacht. Eine weitere Umgehungsmöglichkeit ergibt sich über Devisenterminoperationen. Die Nationalbank schiebt solchen Geschäften - dank einer Kompetenzerteilung durch

den Bundesrat - einen Riegel, indem das Volumen solcher Operationen Schritt für Schritt abgesenkt wird.

- Die wirtschaftlichen Schwierigkeiten in der Textil-, Uhren- und Schuhindustrie sind eindeutig struktureller Natur; sie wären auch ohne die Höherbewertung des Schweizerfrankens eingetreten. Es wäre allerdings wünschbar gewesen, wenn sich dieser Anpassungsprozess über einige Jahre hinweg hätte vollziehen können.
- Die Kontrollen in bezug auf die Massnahmen zum Schutze der Währung sind noch nicht so gut organisiert, wie dies wünschbar wäre. Immerhin sind die Revisionsstellen der Banken gehalten und von der Nationalbank mit entsprechenden Instruktionen versehen worden, bei ihren ordentlichen Revisionen die Einhaltung dieser Bestimmungen zu überprüfen. Dazu kommen noch gezielte Revisionen, die sich auf bestimmte Punkte beschränken. Für die Nationalbank als einer der kleinsten Notenbanken der Welt sind die Kontrollmöglichkeiten aber doch eher beschränkt, da das hierfür benötigte Personal auch heute noch knapp ist. Diese Tatsache gilt es auch in bezug auf eine Devisenbewirtschaftung zu beachten.
- Die Prognosen für die zukünftige Zinsentwicklung sind sehr schwierig zu machen. Im Moment ist wohl eine Selbstbeschleunigung nach unten festzustellen (la baisse amène la baisse). Das Zinsniveau dürfte sich jedoch im Minimum bei der Inflationsrate einpendeln.
- Die Nationalbank besitzt keine verlässlichen Angaben darüber, wieviel Petrogeld in der Schweiz liegt. Offizielle Stellen erdoelproduzierender Staaten haben erklärt, dass sie kein Interesse hätten, den teuren Schweizerfranken zu erwerben. Gewisse Informationen aus Bankenkreisen weisen aber doch darauf hin, dass beträchtliche Summen an Petrogeldern den Weg in die Schweiz gefunden haben, und zwar aus dem begreiflichen Bestreben der Oelproduzenten heraus, ihre Anlagen etwas zu diversifizieren. Es gilt dabei aber doch zu beachten, dass schon relativ kleine Summen genügen, um den Schweizerfrankenkurs zu verfälschen. Die Nationalbank wird daher bestrebt sein, die monetären Diskussionen mit den Erdoelproduzenten zu vertiefen.

Allgemein kann gesagt werden, dass es keine Patentlösung für das Wechselkursproblem gibt. Seiner persönlichen Meinung Ausdruck gebend, findet Herr Leutwiler das Wehgeschrei gewisser Industrieller etwas beschämend. Er hat wohl volles Verständnis für die Schwierigkeiten gewisser Branchen (Textilindustrie, mit Vorbehalten auch die Uhrenindustrie), dieses Verständnis hört jedoch dort auf, wo die Chemieindustrie jammert; während 30 Jahren haben sie Reserven geöffnet, sodass man doch annehmen darf, dass für die Durststrecke ein respektables Polster vorhanden ist.

Ohne die Schwierigkeiten der schweizerischen Exportindustrie zu bagatellisieren, kann darauf hingewiesen werden, dass auch die deutsche Industrie ihre zum Teil sogar noch grösseren Probleme hat. Trotzdem wurde von dieser Seite nicht auf die Einführung einer Devisenbewirtschaftung gedrängt.

Wir zahlen heute den Preis für die vorangegangene Ueberexpansion unserer Wirtschaft. Bundesrat und Nationalbank sind bereit, das Möglichste zu tun, um diesen Anpassungsprozess in einem vernünftigen Rahmen zu halten, wohlwissend, dass es schwer ist, verlorengegangene Absatzmärkte im Ausland wieder zurück zu erobern. Die Behörden sind denn auch bereit, sich den Erhalt der Arbeitsplätze auf mittlere und längere Frist einiges kosten zu lassen. Bei den Interventionen auf dem Devisenmarkt handelt es sich also nicht um aus dem Fenster geworfenes Geld. Als die Amerikaner vor einigen Wochen ihre Bereitschaft erklärten, dem Kurs des Dollars vermehrte Aufmerksamkeit zu schenken, schien es die Pflicht der Nationalbank zu sein, mit den Amerikanern und den Deutschen zusammen eine konzertierte Stützungsaktion für den Dollar zu lancieren.

Die Geldmengenpolitik soll nicht aufgrund der Interventionen der Nationalbank am Devisenmarkt geändert werden. Nach und nach soll das Zuviel an Geld wieder absorbiert werden. Diesbezüglich besteht ein Spielraum mit der Mindestreserven- und Offenmarktpolitik. Das Ziel, 6 Prozent Erweiterung der monetären Basis für 1975 (= 1,5 Mrd. Franken), soll nicht aus den Augen gelassen werden.

- 25 -

Die Priorität der Politik der Nationalbank liegt im Moment eindeutig bei der Stabilisierung des Frankenkurses, d.h. bei der Erhaltung der Arbeitsplätze auf mittlere Frist, wobei das Postulat der Inflationsbekämpfung jedoch keineswegs vernachlässigt werden soll.

Abschliessend gibt Herr Leutwiler seiner Ueberzeugung Ausdruck, dass es kein Patentrezept für das Wechselkursproblem gibt, sondern lediglich ein Bündel von Massnahmen, von dem man hoffen kann, dass es in der gewünschten Richtung wirkt. Wenn sich in Zukunft nicht der geringste Anhaltspunkt für eine Verbesserung zeigen sollte, so müsste über Massnahmen diskutiert werden, die wesentlich über die heute in Kraft stehenden Mittel hinausreichen. Herr Leutwiler ist gedämpft zuversichtlich, dass unsere Wirtschaft die Durststrecke zu überwinden vermag und es daher nicht nötig wird, Massnahmen zu ergreifen, die sich letzten Endes eher als Nachteil denn als Vorteil für unsere Wirtschaft entpuppen könnten.

Herr Eibel stellt fest, dass Eintreten nicht bestritten ist und schreitet zur artikelweisen Beratung, die eine einstimmende Annahme in allen Punkten ergibt.

Gesamtabstimmung:

Zustimmung:	9
Gegenstimme:	Keine

2 Kommissionsmitglieder mussten sich vorzeitig empfehlen.

Es herrscht Uebereinstimmung, dass Herr Eibel mit Herrn Müller (Finanzverwaltung) das Pressecommuniqué redigiert.

Zwei Stunden sind für die Beratung der Vorlage im Nationalrat vorgesehen.

Für das Protokoll:

G. Dubois
H. Ith

PRESSEMITTEILUNG

Unter dem Vorsitz von Nationalrat Eibel (Zürich) und im Beisein von Bundesrat Chevallaz und Direktionspräsident Leutwiler (Schweizerische Nationalbank) beriet eine Kommission des Nationalrates die Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung betreffend die Erneuerung des Bundesbeschlusses über die Mitwirkung der Schweiz an internationalen Währungsmaßnahmen. Sie stimmte dem Antrag des Bundesrates auf Erneuerung des Bundesbeschlusses aus dem Jahre 1963 und einer Erhöhung des für internationale Hilfsaktionen zur Verfügung stehenden Betrags von 865 auf 1'500 Millionen Franken zu. In diesem Ausmasse soll der Bund bzw. die Nationalbank Kredite an ausländische Staaten oder internationale Organisationen gewähren können.

Die Kommission pflegte zunächst eine eingehende Aussprache über die internationale Währungslage, im besonderen auch über deren Auswirkungen auf die Schweiz. Dass Währungshilfen mehr denn je nötig sind, haben die kürzlichen durch die Erdölverteuerung noch verstärkten Zahlungsbilanzdefizite einzelner Staaten eindrucklich gezeigt. Beim Fehlen eines wirkungsvollen zwischenstaatlichen Kreditmechanismus bestünde die Gefahr, dass Defizitländer sich zum Ergreifen von restriktiven Massnahmen im Handels- und Zahlungsverkehr gezwungen sehen könnten, was für unsere stark mit dem Ausland verbundene Wirtschaft schwerwiegende Folgen haben könnte.

EIDG. FINANZ- UND ZOLLEPARTEMENT
Presse- und Informationsdienst

Text français voir au verso

Communiqué de presse

Présidée par le Conseiller national Eibel (Zurich) et en présence de Monsieur Chevallaz, Conseiller fédéral et M. Leutwiler, président de la Direction générale de la Banque nationale, une commission du Conseil national a examiné le message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale relatif à la reconduction de l'arrêté fédéral sur la collaboration de la Suisse à des mesures monétaires internationales. Elle a approuvé la proposition du Conseil fédéral de renouveler l'arrêté fédéral de 1963 et de porter de 865 à 1'500 millions de francs le montant disponible pour des oeuvres d'entraide internationale. C'est dans cette mesure que la Confédération ou la Banque nationale peuvent accorder des crédits à des Etats étrangers et à des organisations internationales.

La commission a tout d'abord discuté de manière approfondie de la situation monétaire internationale, en particulier de ses répercussions sur la Suisse. Les récents déficits apparus dans les balances des paiements de certains pays, qui ont encore été aggravés par le renchérissement du pétrole, ont révélé combien les aides monétaires étaient nécessaires. L'absence d'un mécanisme international efficace en matière de crédit risquerait d'amener certains Etats déficitaires à prendre des mesures restrictives dans les échanges commerciaux et le trafic des paiements, ce qui pourrait avoir des conséquences graves pour notre économie fortement tributaire de l'étranger.

DEPARTEMENT FEDERAL DES FINANCES
ET DES DOUANES

Service de presse et d'information

deutscher Text auf der Rückseite